ARRETES DEPARTEMENTAUX

VOIRIE ET AMENAGEMENT

Réglementation de la circulation

- RD 656 – Commune de Saint Amans du Pech – en et hors agglomération
AD n° 2004-2464 du 1er décembre 2004
- RD 92 – Commune de Montauban – hors agglomération
AD n° 2004-2465 du 1er décembre 2004
- RD 63 – Commune de Saint Aignan
AD n° 2004-2466 du 1er décembre 2004
- RD 20 et RD 94 – Commune de Canals – hors agglomération
AD n° 2004-2486 du 3 décembre 2004
- RD 6 – Commune de Campsas – hors agglomération
AD n° 2004-2558 du 8 décembre 2004
- RD 70 et RD 92 – Commune de Montauban – hors agglomération
AD n° 2004-2559 du 8 décembre 2004
- RD 36 – Commune de Villebrumier – hors agglomération
AD n° 2004-2586 du 13 décembre 2004
- RD 928 – Commune de Montech – hors agglomération
AD n° 2004-2603 du 15 décembre 2004
- RD 926 – Commune de Caylus – en et hors agglomération
AD n° 2004-2620 du 16 décembre 2004
- RD 958, RD 115 et RD 65 – Commune de Nègrepelisse – hors agglomération
AD n° 2004-2645 du 22 décembre 2004

Application des articles R 415-7 et R 415-6 du Code de la Route

- Aux carrefours formés entre la RD 72 bis et la VC 12 d'Albefeuille Lagarde, la VC 4 d'Albefeuille Lagarde mitoyenne avec la VC 14 de Montbeton, la VC 4 de Montbeton – Communes d'Albefeuille Lagarde et Montbeton – hors agglomération
AD n° 2004-2646 du 23 décembre 2004

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 656 DU PR 19+650 AU PR 20+450
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT AMANS DU PECH
EN ET HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2464

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,
Le Maire de Saint Amans du Pech,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise Appia Quercy Agenais, en date du 5 novembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux d'aménagement de la traverse, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur la RD 656, du PR 19+650 au PR 20+450 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur la RD 656, du PR 19+650 au PR 20+450, sur le territoire de la commune de Saint Amans du Pech, en et hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 29 février 2005.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h, hors agglomération, et à 30 Km/h, en agglomération,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 6,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à 100 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise Appia Quercy Agenais chargée de l'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Lauzerte et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Maire de Saint Amans du Pech, Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Castelsarrasin, Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Saint Amans du Pech,
le 23 novembre 2004

Le Maire,

Fait à Montauban,
le 1er décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 92 DU PR 0+000 AU PR 1+750
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTAUBAN
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2465

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise Astoul Patrick, en date du 25 novembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux d'abattage, d'élagage et d'éclaircissage en taille douce sur les plantations d'alignement, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur la RD 92, du PR 0+000 au PR 1+750 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur la RD 92, du PR 0+000 au PR 1+750, sur le territoire de la commune de Montauban, hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 23 décembre 2004.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 6,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à 150 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Montauban-Est et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Montauban,
le 1er décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE CONJOINT PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 63
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE SAINT-AIGNAN**

A.D. n° 2004-2466

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,
Le Maire de Saint Aignan,

VU le Code de la Route, article L 411.1, R 411-25 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

CONSIDERANT que pour permettre l'organisation de la manifestation du Telethon 2004, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur la RD 63, commune de Saint Aignan ;

SUR proposition de la Direction Départementale de l'Equipement, Subdivision de Castelsarrasin,

A R R E T E N T :

Article 1er : OBJET

A partir du vendredi 3 décembre 2004 à 14 h 00 et pendant toute la durée de la manifestation, c'est-à-dire jusqu'au samedi 4 décembre 2004 à 19 h 00, la circulation et le stationnement de tous les véhicules pourront être interrompus voire être interdits pendant la période ci-avant définie et en fonction des nécessités de la manifestation, sur la RD 63, commune de Saint Aignan.

L'accès aux propriétés riveraines sera maintenu ou rétabli en fin de journée.

Par dérogation, seuls seront autorisés les accès des riverains, des membres du corps médical dans l'exercice de leur profession, des véhicules d'incendie et de secours et des véhicules des Postes, des véhicules des organisateurs.

Article 2 : SIGNALISATION

La déviation de la RD 63, dans les deux sens, empruntera l'itinéraire suivant :

- RD 12 jusqu'au carrefour avec la RD 26,
- RD 26 jusqu'au carrefour avec la RD 63.

Pendant la durée de manifestation, la signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire. Elle sera mise en place et entretenue par les responsables de la manifestation, sous le contrôle du responsable de la Subdivision de l'Equipement de Castelsarrasin.

Les panneaux seront de gamme normale et rétro réfléchissants. Ils seront maintenus propres et en bon état permanent.

La signalisation sera déposée dès que les prescriptions imposées n'auront plus lieu d'exister.

Article 3 : CONTRAVENTION

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune. Il sera également affiché à chaque extrémité de l'itinéraire dévié.

Article 4 : APPLICATION

Monsieur le Maire de Saint Aignan, Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 : AMPLIATION

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à Monsieur le Sous-Préfet de Castelsarrasin, Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur les Directeurs des Entreprises de transport de fonds Ardial Fiduciaire SA – rue Trioubéoures ZI Jarland – 81000 Albi et Brinks – 14 rue F. Lassalle – 31200 Toulouse.

Fait à Saint Aignan,
le 1er décembre 2004

Le Maire,

Fait à Montauban,
le 1er décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RN 20 ENTRE LE PR 58+136 ET LE PR 58+800
ET SUR LA RD 94 AU PR 0+133
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CANALS
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2486

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,
La Préfète de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de la Route et les textes subséquents ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux de l'aménagement du carrefour giratoire, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la RN 20, entre le PR 58+136 et le PR 58+800, et sur la RD 94, au PR 0+133 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04-1267 du 13 juillet 2004 donnant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E N T :

Article 1er : La circulation des véhicules sera réglementée sur la RN 20, entre le PR 58+136 et le PR 58+800, et sur la RD 94, au PR 0+133, hors agglomération, sur le territoire de la commune de Canals.

Cette disposition prendra effet le 6 décembre 2004 et sera maintenue pendant 4 mois, date prévue de la fin du chantier.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 4,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à 30 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise Screg sous contrôle de la Direction Départementale de l'Equipement (subdivision de Montauban Etat/communes).

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la déviation.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne – 75 ter avenue M. Hamecher – 82000 Montauban, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28 – Château de Gatille – BP 767 – 82013 Montauban, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Maire de Canals, Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours – 1665 boulevard de Chantilly – 82000 Montauban, Monsieur le Directeur Départemental des Postes – 18 avenue Jean Jaurès – BP 785 – 82013 Montauban cedex, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports – 142 boulevard Montauriol – 82000 Montauban, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne – M.I.N. - 82030 Montauban, Monsieur le Coordonnateur SPS de la Société BECS – 750 avenue du Docteur Jean Bru – 47000 Agen, Monsieur le Directeur de l'Entreprise Screg – ZI de Parages – Impasse Daguerre – 82000 Montauban.

Fait à Montauban,

La Préfète,

Fait à Montauban,
le 3 décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 6 DU PR 4+250 AU PR 4+485
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAMPSAS
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2558

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise F.R.T.P., en date du 1er décembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux de busage de fossé et confortement du mur du cimetière, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur la RD 6, du PR 4+250 au PR 4+485 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur la RD 6, du PR 4+250 au PR 4+485, sur le territoire de la commune de Campsas, hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2004.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 6,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place automatiquement par feux bicolores, implantés à 100 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Verdun-sur-Garonne et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Castelsarrasin (éventuellement), Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Montauban,
le 8 décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 70 DU PR 2+000 AU PR 5+604
ET SUR LA RD 92 DU PR 0+000 AU PR 2+912
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTAUBAN
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2559

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise Quercy TP, en date du 2 décembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux de reprofilage de chaussée, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur les RD 70, du PR 2+000 au PR 5+604, et RD 92, du PR 0+000 au PR 2+912 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur les RD 70, du PR 2+000 au PR 5+604, et RD 92, du PR 0+000 au PR 2+912, sur le territoire de la commune de Montauban, hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 31 juillet 2005.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 6,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à 150 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Montauban-Est et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Montauban,
le 8 décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 36 DU PR 10+300 AU PR 10+900
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLEBRUMIER
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2586

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise Cousin-Pradere SAS, en date du 1er décembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux de renforcement du réseau d'eau potable du Syndicat Mixte des Eaux des Vallées du Tarn et du Tescou, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur la RD 36, du PR 10+300 au PR 10+900 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur la RD 36, du PR 10+300 au PR 10+900, sur le territoire de la commune de Villebrumier, hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 31 janvier 2005.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 6,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à 150 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Montauban-Est et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Montauban,
le 13 décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 928 DU PR 2+050 AU PR 11+550
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTECH
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2603

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise Chantier d'Aquitaine, en date du 6 décembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux d'inspection de canalisation GSO, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur la RD 928, du PR 2+050 au PR 11+550 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur la RD 928, du PR 2+050 au PR 11+550, sur le territoire de la commune de Montech, hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 28 février 2005.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier et au fur et à mesure de son avancement, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 6,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à 150 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise d'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Montauban-Ouest et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Castelsarrasin, Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Montauban,
le 15 décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
SUR LA RD 926 DU PR 22+150 AU PR 22+400
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAYLUS
EN ET HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2620

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,
Le Maire de Caylus,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise ETDE, en date du 2 décembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux d'extension du réseau électrique BTA en souterrain, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur la RD 926, du PR 22+150 au PR 22+400 ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, en date du 13 décembre 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E N T :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur la RD 926, du PR 22+150 au PR 22+400, sur le territoire de la commune de Caylus, en et hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 25 mars 2005, au plus tard.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.
- un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à une trentaine de mètres en amont et en aval du chantier.

Tout ou partie de ces mesures pourront être suspendues en-dehors des périodes de chantier(notamment la nuit, les week-ends et jours fériés), à condition que cela soit compatible avec l'état d'avancement des travaux.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Saint-Antonin-Noble-Val et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Maire de Caylus, Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Caylus,
le 13 décembre 2004

Le Maire,

Fait à Montauban,
le 16 décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION
AU NIVEAU DU CARREFOUR DES ROUTES DEPARTEMENTALES 958 AU PR 48+500,
RD 115 AU PR 32+911 ET RD 65 AU PR 9+1179
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE NEGREPELISSE
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2645

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU l'arrêté départemental Pers n° 04-572 du 7 mai 2004 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement ;

VU la demande présentée par l'Entreprise Eurovia, lors de la réunion préparatoire du 8 décembre 2004 ;

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux d'aménagement d'un carrefour, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation sur les RD 958 (PR 48+500), RD 115 (PR 32+911) et RD 65 (PR 9+1179) ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement,

A R R E T E :

Article 1er : La circulation des véhicules de toutes catégories sera réglementée sur les RD 958 (PR 48+500), RD 115 (PR 32+911) et RD 65 (PR 9+1179), sur le territoire de la commune de Négrepelisse, hors agglomération, pendant la période courant de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 31 mars 2005.

Article 2 : Au droit et aux abords du chantier, les mesures suivantes seront appliquées, à savoir :

- la vitesse des véhicules sera limitée à 50 Km/h,
- les dépassements seront interdits,
- les arrêts et le stationnement seront interdits.

Lorsque la largeur de chaussée libre à la circulation sera inférieure à 6,50 mètres, un alternat de circulation sera mis en place et réglé manuellement par signaux de type K 10 ou automatiquement par feux bicolores, implantés à 50 mètres en amont et en aval du chantier.

Article 3 : La mise en place et la maintenance de la signalisation du chantier seront assurées par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, sous contrôle de la Subdivision Départementale de Montauban Est et ce pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront de gamme normale, obligatoirement rétroréfléchissants et les premiers de chaque série de classe II ou pourvus de feux clignotants synchronisés. Ils seront maintenus propres, en bon état permanent et seront déposés après réception du chantier de réfection, lorsque la sécurité des usagers sera assurée.

Article 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Maire de la Commune de Négrepelisse, Madame la Directrice des Services d'Incendie et de Secours, Monsieur le Directeur Départemental des Postes, Monsieur le Directeur du Service Départemental des Transports, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Départementale des Transporteurs Routiers de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur de la Société Valiance Fiduciaire, Monsieur le Directeur de la Société Brinks et Service du S.M.U.R. – Urgences.

Fait à Montauban,
le 22 décembre 2004

Le Président,

*
* *

**ARRETE PORTANT APPLICATION DE L'ARTICLE R 415-7 ET R 415-6
DU CODE DE LA ROUTE AUX CARREFOURS FORMES ENTRE LA RD 72 BIS
ET LA VC 12 D'ALBEFEUILLE LAGARDE, LA VC 4 D'ALBEFEUILLE LAGARDE
MITOYENNE AVEC LA VC 14 DE MONTBETON ET LA VC 4 DE
MONTBETON
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'ALBEFEUILLE LAGARDE
ET DE MONTBETON
HORS AGGLOMERATION**

A.D. n° 2004-2646

Le Président du Conseil Général
de Tarn-et-Garonne,
Le Maire d'Albefeuille Lagarde,
Le Maire de Montbeton,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 415-7, R 415-6, R 411-25 et R 411-8 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement de voirie départemental approuvé par le Conseil Général, en date du 24 janvier 1995 ;

VU la circulaire interministérielle sur la signalisation routière (livre I – troisième partie – intersections et régime de priorité) approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié par l'arrêté interministériel du 8 avril 2002 ;

VU la demande présentée par les communes d'Albefeuille Lagarde et de Montbeton ;

CONSIDERANT que les conditions de visibilité et de circulation aux intersections successivement formées entre la RD 72 bis et

- la VC 12 d'Albefeuille Lagarde,
- la VC 4 d'Albefeuille Lagarde mitoyenne avec
- la VC 14 de Montbeton,
- la VC 4 de Montbeton,

présentent un danger, il est nécessaire de rendre prioritaire la RD 72 bis afin d'améliorer la sécurité des usagers ;

SUR proposition des Secrétaires de Mairie d'Albefeuille Lagarde et de Montbeton ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département,

A R R E T E N T :

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article R 415-7 du Code de la Route, les conducteurs circulant sur

- la VC 12 d'Albefeuille Lagarde,
- la VC 4 d'Albefeuille Lagarde mitoyenne avec
- la VC 14 de Montbeton,

sont respectivement tenus, à la limite de chaussée de la RD 72 bis, au PR 9+536 (côté gauche), et au PR 11+225 (côté droit), de céder le passage aux véhicules circulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R 415-6 du Code de la Route, les conducteurs circulant sur la VC 4 de Montbeton sont tenus de marquer un temps d'arrêt et doivent céder le passage aux usagers circulant sur la RD 72 bis, au PR 11+309 (côté droit). Ils ne pourront s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place, chacune pour ce qui la concerne, par les communes d'Albefeuille Lagarde et de Montbeton, sous le contrôle de la Subdivision Départementale de Montauban Ouest.

Article 4 : Toutes les dispositions portant sur les règles de priorité imposées sur ces intersections et prises par des arrêtés antérieurs sont abrogées.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Monsieur le Maire d'Albefeuille Lagarde, Monsieur le Maire de Montbeton, Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement du Département, Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Tarn-et-Garonne, Monsieur le Commandant de la C.R.S. 28, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement.

Fait à Albefeuille Lagarde,
le 16 décembre 2004

Fait à Montbeton,
le 10 décembre 2004

Fait à Montauban,
le 23 décembre 2004

Le Maire,

Le Maire,

Le Président,

*
* *